

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 23/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Lasnon Eric

636 Le Bourg

--

76570 Hugleville En Caux

Références : UDRD-2025-05-T-290
Code AIOT : 0100029303

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2025 dans l'établissement Lasnon Eric implanté 610 Route de Grosfy – 76570 Hugleville-en-Caux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale pour l'exploitation d'une carrière de marne par M. LASNON Éric. Le rapport et les conclusions motivées de la commissaire enquêtrice nécessitent des échanges avec le pétitionnaire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Lasnon Eric
- 610 Route de Grosfy – 76570 Hugleville-en-Caux
- Code AIOT : 0100029303

- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

M. LASNON Éric a demandé l'autorisation d'exploiter une carrière de marne, d'une capacité de 24 000 tonnes par an pendant 5 ans, sur la commune d'HUGLEVILLE-EN-CAUX. L'instruction de cette demande est en cours de finalisation par les services de l'inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prise en compte de l'enquête publique	Code de l'environnement du 09/12/2020, article L.122-1-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection va proposer à M. le préfet de la Seine-Maritime un arrêté d'autorisation du projet, avec une capacité modifiée à 6 000 tonnes de marne par an, pendant 5 ans.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prise en compte de l'enquête publique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2020, article L.122-1-1
Thème(s) : Autre, Instruction de la demande d'autorisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'autorité compétente pour autoriser un projet soumis à évaluation environnementale prend en considération l'étude d'impact, l'avis des autorités mentionnées au V de l'article L. 122-1 ainsi que le résultat de la consultation du public et, le cas échéant, des consultations transfrontières.</p>
<p>Constats :</p> <p>La demande d'autorisation environnementale pour l'exploitation d'une carrière de marne, à raison de 24 000 tonnes par an, pendant 5 ans, par Éric LASNON est en cours d'instruction. L'enquête publique a eu lieu du 9 décembre 2024 au 11 janvier 2025. Les conclusions motivées de la commissaire enquêtrice, datées du 10 février 2025, donnent un avis favorable à cette demande, "<i>sous réserve que l'exploitation de la carrière de marne de Monsieur Lasnon soit limitée à ses besoins personnels qu'il a estimé à 1 000 tonnes par an dans le cadre de son mémoire en réponse au procès-verbal des observations recueillies lors de l'enquête publique</i>". La commissaire enquêtrice motive son avis, et sa réserve, en s'appuyant, entre autres, sur les impacts générés par le projet (nuisances sonores liées à l'exploitation pour les habitations à proximité, risque de ruissellement des eaux pluviales vers l'extérieur du site). L'instruction de la demande doit donc tenir compte de l'avis émis par la commissaire enquêtrice, en cherchant les moyens de réduire les impacts du projet.</p> <p>Suite aux remarques formulées lors de l'enquête, l'exploitant a proposé de réduire la quantité maximale exploitée à 12 000 tonnes par an, pendant 5 ans. Il a aussi précisé, à cette occasion, que l'exploitation de la carrière générerait des frais (location du matériel, clôture du site...), et qu'une quantité de 4 000 tonnes par an lui permettrait seulement de rentrer dans ses frais.</p> <p>L'exploitant a déclaré qu'il n'y aurait qu'une seule pelle mécanique dédiée à l'extraction et au chargement des bennes. La pelle sera louée à la journée, selon les besoins, et conduite par un opérateur de la société louant le matériel.</p>

Par ailleurs, dans son dossier soumis à l'enquête publique, l'exploitant a précisé que la période d'exploitation serait limitée à février, mars, et de mi-août à octobre, soit 3 mois et demi par an. À titre de comparaison, une autre carrière de marne du département est autorisée à extraire 75 000 tonnes par an, sans restriction de période, avec un effectif moyen de 4 personnes.

En procédant par analogie, si 4 personnes peuvent extraire jusqu'à 75 000 tonnes sur une année de 11 mois (pour tenir compte des congés et fermetures), alors on peut estimer que 1 personne, travaillant 3,5 mois peut extraire jusqu'à 6000 tonnes.

Les deux sites ne sont pas entièrement comparables (épaisseur de terre et de stérile à retirer avant d'atteindre la marne, facilités de manœuvre des engins, etc). L'expérience des salariés serait différente aussi (salariés à plein temps sur une carrière d'un côté, sous-traitant temporaire de l'autre). D'autres paramètres peuvent aussi faire varier ces calculs, mais l'inspection considère qu'ils fournissent une estimation raisonnablement fiable des capacités techniques de l'installation, telle que présentée par M. LASNON.

L'inspection propose donc de présenter à M. le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté autorisant le projet déposé par M. LASNON, avec une activité annuelle limitée à 6 000 tonnes/an, pendant 5 ans tenant en compte ainsi de l'avis de la commissaire enquêtrice, des observations émises lors de l'enquête publique et des contraintes techniques de l'exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite